

Dissolution : le patronat tergiverse, les syndicats se lancent

« Les syndicats montent au front, le patronat sur la défensive », titre **La Tribune** alors que les partenaires sociaux se sont le plus souvent retrouvés hier pour un bureau extraordinaire. La CGT et la CFDT, par la voix de leur secrétaire générale, ont annoncé faire barrage à l'extrême droite, par tous les moyens. Notamment en invitant leurs adhérents à voter. La CGT a même pris une voie très politique, en choisissant d'en appeler hier à rejoindre un « front populaire » avant que les partenaires se retrouvent hier soir. Car si les réformes en cours sont de fait gelées, les inquiétudes n'en demeurent pas moins très importantes. Le clan patronal, en revanche, tergiverse. Patrick Martin, le président du Medef a rassemblé un bureau de son organisation hier matin. Est-ce par volonté de ne pas interférer dans la décision politique, ou parce que certains chefs d'entreprises sont plus enclins à être séduits par les thèmes du RN ? s'interroge le quotidien qui relaie les inquiétudes des patrons. « Si dans un mois, Bardella est à Matignon, ça va être compliqué pour le business », plaide ainsi un patron. En attendant, les marchés financiers s'agitent. (La Tribune)

Pour François Asselin, la dissolution ne rassure pas les chefs d'entreprises

« “Nous n'avons pas le droit à l'aventure en matière économique et sociale” », titre **La Croix** qui ouvre ses colonnes à François Asselin. Pour le président de la CPME, qui rappelle l'importance du « climat de confiance », l'annonce de la dissolution « n'est pas fait pour rassurer » les chefs d'entreprises. Appelant à une « stratégie pour réformer notre action publique et notre système social à bout de souffle », il met en garde contre les « réponses faciles à des problèmes extrêmement complexes ». Si la CPME s'astreint à une parfaite neutralité politique, son président rappelle que « sur le plan économique, il reste assez difficile de savoir ce qu'il y a derrière le programme du RN, et cela ne rassure pas ». Il signale que « le programme de LFI est tout aussi effrayant pour les entreprises ». « Il y a plein de raisons de ne pas être satisfait de la situation de la France mais, une fois qu'on a exprimé son ressentiment, il faut penser au bien commun du pays. Et cela ne peut pas être en s'engageant dans une direction fumeuse », conclut François Asselin. (La Croix / Nicolas Senèze, p.5)